

ISRAËL ET LES PAYS ARABES DU GOLFE :

UNE RÉVOLUTION DIPLOMATIQUE

Le Point, 11 nov., 2018

Il aura fallu attendre un mois pour obtenir une réponse officielle israélienne. Vendredi 2 novembre dernier, soit un mois jour pour jour après l'assassinat de Jamal Khashoggi, Benjamin Netanyahu a enfin réagi à l'effroyable meurtre du journaliste saoudien qui a ému le monde entier. « Ce qui s'est passé au consulat à Istanbul est horrible et il faut dûment s'en occuper », a déclaré le Premier ministre israélien lors d'une conférence de presse en Bulgarie. Et d'ajouter : « Cependant (...), il est très important pour la stabilité du monde, pour la région et pour le monde que l'Arabie saoudite reste stable. Je pense qu'il faut trouver un moyen d'atteindre ces deux objectifs, car le plus grand problème est l'Iran. »

Le message est clair. Benjamin Netanyahu ne souhaite pas que le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane, dit MBS, soupçonné d'avoir commandité l'assassinat, soit poussé vers la sortie. À en croire le *Washington Post*, le journal auquel collaborait Jamal Khashoggi, le Premier ministre israélien aurait transmis le message auprès de l'administration Trump, en compagnie du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, arguant que MBS est pour lui un partenaire stratégique au Moyen-Orient.

Cet épisode douloureux traduit l'inexorable rapprochement au cours de ces dernières années entre Israël et l'Arabie saoudite, unis dans leur lutte contre la République islamique d'Iran. « Ces dernières années, à cause de la menace iranienne, il y a une convergence claire des intérêts entre nos pays pour affronter ce défi. Car l'ennemi qui menace la région, ces pays, ainsi qu'Israël, c'est l'Iran », confirmait au *Point*, il y a moins d'un mois, Aliza Bin-Noun, ambassadrice d'Israël en France, non sans ajouter : « Il est nécessaire de rappeler qu'il n'y a pas de relation diplomatique entre Israël et les pays du Golfe. »

Mais la nouveauté est que ces derniers ne se cachent plus pour l'afficher. Fait rare, les propos de Benjamin Netanyahu sur Jamal Khashoggi ont été salués par le royaume Bahreïn, voisin et allié de Riyad, qu'il soutient corps et âme dans cette affaire. « En dépit des différends existants, la position du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est claire en ce qui concerne l'importance de la stabilité de la région et le rôle du royaume saoudien dans le maintien de cette

stabilité », a tweeté le ministre bahreïnien des Affaires étrangères, Khaled ben Ahmed Al-Khalifa.

Si le meurtre effroyable du journaliste saoudien et l'indignation internationale qu'il a suscitée ont paru embarrasser les dirigeants israéliens, voyant l'un des maillons de l'axe anti-iranien Washington-Tel-Aviv-Riyad-Abu Dhabi mis à l'épreuve, ils réalisent depuis un mois une formidable opération de communication illustrant à merveille leur rapprochement avec les pays arabes du Golfe. « Une visite spéciale à Oman, un moment historique », a tweeté le 26 octobre Benjamin Netanyahu, avec une photo le montrant arrivant, en compagnie de sa femme Sara, au palais du sultan Qabus d'Oman, première visite à ce niveau depuis vingt-deux ans, avant que le sultanat ne ferme la représentation commerciale israélienne dans son pays après le déclenchement de la seconde intifada en 2000.

Au sein de la délégation israélienne étaient présents le directeur du Mossad Yossi Cohen, le conseiller à la sécurité nationale Meir Ben-Shabbat, ainsi que Yuval Rotem, le directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères (qui n'a pas de ministre dans ce gouvernement, NDLR). Cette « importante visite démontre une entente profonde et une coopération grandissante entre Israël et des partenaires régionaux », s'est d'ailleurs félicité ce dernier sur Twitter. Ce coup médiatico-diplomatique a été rendu public vendredi après-midi, au retour de la délégation israélienne d'Oman. Et a sonné le début d'un week-end de rêve pour la diplomatie israélienne.

Au même moment, la ministre israélienne de la Culture et des Sports se trouvait à Abu Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, pour accompagner l'équipe nationale de judo, qui participait pour la première fois au Grand Chelem d'Abu Dhabi sous les couleurs d'Israël (elle portait auparavant des kimonos « neutres », NDLR). Vêtue d'une abaya rouge et portant un voile blanc, Miri Regev en a profité dimanche pour visiter la splendide mosquée Cheikh Zayed. C'est la « première visite d'un ministre israélien » aux Émirats arabes unis, s'est réjouie Miri Regev en postant la photo sur sa page Facebook. Et, le soir même, la ministre n'a pas pu retenir ses larmes lorsqu'a retenti l'hymne national israélien lors de la remise de la médaille d'or au judoka israélien Sagi Muki, dans la catégorie des moins de 81 kilos. Une première dans un pays arabe du Golfe.

Depuis, le tabou israélien dans le Golfe semble s'être brisé. Et les visites d'officiels de l'État hébreu en pays arabes se multiplient. Le 30 octobre, le ministre israélien des Communications, Ayoub Kara, membre de la communauté druze (et du Likoud,

NDLR), a participé à Dubaï à une conférence internationale sur les télécommunications, à l'invitation de son homologue émirien, durant laquelle il a plaidé, en arabe, pour « la paix et la sécurité, accompagnées de progrès économiques et scientifiques ». Cette semaine, le ministre israélien des Transports Israël Katz doit se rendre à Oman pour participer à une conférence internationale sur les transports, où il doit notamment promouvoir la liaison ferroviaire entre Haïfa et le Golfe.

Jusqu'ici, l'État d'Israël n'est officiellement reconnu que par l'Égypte, avec laquelle il a signé un traité de paix en 1979, et la Jordanie, depuis 1994. Pour les autres pays, notamment ceux du Golfe, toute reconnaissance de l'État hébreu était jusqu'ici soumise à un règlement préalable du conflit israélo-palestinien. En 2002, l'Arabie saoudite a soumis une initiative selon laquelle les États arabes se disaient prêts à nouer des relations diplomatiques avec Israël en échange d'un État palestinien dans les frontières de 1967 (donc sans les colonies israéliennes en Cisjordanie et le Golan occupé, NDLR).

Or, avec le renforcement de l'Iran (chiite) dans la région, en Irak, en Syrie, au Yémen et au Liban, qui inquiète autant l'État hébreu que les monarchies sunnites, les priorités semblent avoir changé. Ainsi, à l'occasion d'une conférence sur la sécurité fin octobre à Bahreïn, le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef ben Alaoui ben Abdallah, a estimé qu'il était « peut-être temps pour Israël d'être traité de la même manière et d'avoir les mêmes obligations que les autres nations » du Moyen-Orient. Reste à savoir si ces pays arabes seront capables de convaincre leur opinion publique de la légitimité de ce revirement diplomatique, alors qu'ils la mobilisent depuis des décennies contre l'État hébreu pour mieux justifier leur gouvernance autoritaire.

Et l'État palestinien ?

Pour Israël, ce rapprochement avec le Golfe est une véritable aubaine lui permettant de sortir de son isolement régional, de renforcer son front contre l'Iran et de repousser d'autant plus tout hypothétique État palestinien. « Nous avons toujours cru que nous ouvririons les portes de la paix avec le monde arabe au sens large si nous résolvions le problème palestinien », a d'ailleurs admis Benjamin Netanyahu le 1er novembre dernier, la veille de la révélation de sa visite à Oman. Mais il est « peut-être plus vrai que, si vous vous ouvrez au monde arabe et que vous normalisez vos relations avec eux, cela finira par ouvrir la porte à la réconciliation et à la paix avec les Palestiniens ».

Un avis qu'est loin de partager Mohammed Chtayyeh, membre du comité central du Fatah, le parti du président palestinien Mahmoud Abbas. Réagissant à la rencontre historique entre Benjamin Netanyahu et le sultan Qabus d'Oman, ce haut responsable palestinien a déploré dans un communiqué le rapprochement opéré par Israël et les pays arabes du Golfe. Et de souligner : « C'est le début de la normalisation publique et la fin de l'initiative de paix arabe. »

BAHREÏN, PREMIER PAYS DU GOLFE À PRENDRE POSITION EN FAVEUR D'ISRAËL

Courrier international, 5 nov., 2018

Sur son compte Twitter, le ministre bahreïni des Affaires étrangères a déclaré qu'Israël avait "le droit de se défendre" contre l'Iran. Si le rapprochement entre l'État hébreu et les pétromonarchies du Golfe est un secret de polichinelle, jamais un haut responsable de ces pays n'avait encore aussi ouvertement pris position.

"Tant que l'Iran perturbe le statu quo dans la région et considère qu'il peut attaquer à sa guise les autres pays avec ses troupes et ses missiles, tout pays de la région, y compris Israël, a le droit de se défendre en détruisant les sources du danger." C'est ce qu'écrit le ministre des Affaires étrangères de Bahreïn, le prince Khaled ben Ahmed AL Khalifa, sur son compte Twitter.

C'est la première fois qu'un haut responsable des pays arabes du Golfe fait une déclaration aussi favorable à Israël. D'autant plus étonnant que cette information se trouve à la une du quotidien bahreïni Akhbar Al-Khalij, un des journaux les plus lus de la petite monarchie pétrolière.

"La même aversion pour la République islamique d'Iran"

"Bahreïn a brisé un tabou", estime ainsi le journal libanais L'Orient-le Jour, soulignant que cette déclaration a été faite quelques heures après "les frappes israéliennes contre des positions iraniennes en Syrie, qui auraient abouti à la destruction de 70 cibles militaires iraniennes".

"Le message est clair", poursuit le journal : Israël et les pays du Golfe "partagent la même aversion pour la République islamique d'Iran". Cette déclaration est "une

rupture” selon le consultant Michael Horowitz, cité par le journal :

Il y a un rapprochement entre les États du Golfe et Israël, mais il se fait de manière discrète et non officielle. [...] Les propos du ministre bahreïni tranchent par rapport aux non-déclarations des autres pays.”

Pour l’Arabie Saoudite, qui est de loin le pays le plus puissant de la péninsule, “le coût politique d’un rapprochement avec Israël serait extrêmement élevé, puisqu’il pourrait éroder le prestige saoudien dans l’opinion publique des pays arabes, et renforcer le monopole iranien de la ‘résistance’ à Israël.”

Pour le journal, “l’initiative bahreïnie peut être interprétée comme un ballon d’essai”. En effet, Manama “n’a probablement pas pu faire une telle sortie sans consulter préalablement l’Arabie Saoudite”.

EMIRATS: MIRI REGEV, PREMIÈRE PERSONNALITÉ ISRAËLIENNE INVITÉE À LA MOSQUÉE SHEIKH ZAYED

124, 29 oct., 2018

La ministre israélienne de la Culture et des Sports, Miri Regev, a été invitée lundi pour une visite officielle à la mosquée Sheikh Zayed, la plus grande des Émirats arabes unis et la neuvième au rang mondial.

C’est l’endroit le plus important de l’émirat auquel sont invités les dirigeants du monde entier se rendant à Abou Dhabi.

Miri Regev est la première personnalité israélienne à avoir signé le livre d’or de la mosquée, dans lequel elle a inscrit, en hébreu, un message d’espoir et de conciliation entre les nations, a rapporté son ministère.

“Il y a un message de fraternité et de paix dans cette mosquée”, a-t-elle confié lors de sa visite, vêtue d’un habit traditionnel.

“Je souhaite qu’Abou Dhabi ouvre la voie vers la paix pour tous”, a-t-elle ajouté.

Dimanche, l’hymne d’Israël a été entonné pour la première fois lors de la remise de la médaille d’or remportée par le judoka israélien Sagi Muki au Grand Chelem

d'Abou Dhabi.

Sagi Muki a battu le Belge Matthias Casse dans la catégorie des moins de 81 kg.

Trois autres athlètes israéliens ont remporté une médaille de bronze samedi lors de la même compétition, tous autorisés à participer sous les couleurs de l'Etat hébreu pour la toute première fois.

Gili Cohen, Baruch Shmailov et Timna Nelson Levy se sont placés troisième dans leurs catégories de poids respectives.

Le déplacement de la ministre israélienne aux Emirats arabes unis était également une première tandis que Jérusalem et Abu Dhabi n'entretiennent pas de relations diplomatiques.

Au mois de juillet, la Fédération Internationale de Judo (FIJ) avait déclaré qu'elle suspendait deux tournois organisés aux Emirats Arabes Unis et en Tunisie, ces deux pays refusant de garantir que les sportifs israéliens puissent y concourir avec leur hymne et drapeau.

Début septembre, la FIJ avait annulé la suspension après que les Israéliens avaient été autorisés à concourir sous leurs couleurs par les autorités émiraties.

A OMAN, ISRAËL PRÉSENTE SON PROJET FERROVIAIRE LA "VOIE DE LA PAIX RÉGIONALE"

***Le Point*, 7 nov., 2018**

Le ministre israélien des Transports a présenté mercredi à Mascate un projet de ligne ferroviaire reliant, à travers son pays, la Méditerranée aux pays du Golfe, nouvelle illustration de l'offensive de charme israélienne en direction des pays arabes.

L'intervention de Yisrael Katz lors d'une conférence de l'Union internationale des transports routiers (IRU), ouverte mardi à Oman, s'inscrit dans le cadre de l'offensive de charme israélienne en direction des pays arabes. Israël n'entretient des relations diplomatiques qu'avec deux pays arabes, l'Egypte et la Jordanie avec lesquels il a signé des traités de paix.

La ligne ferroviaire, appelée la “voie de la paix régionale”, partirait de Haïfa, le plus important port israélien, passerait par la Jordanie, puis emprunterait des lignes existantes vers le Golfe, selon le ministre.

“Logique” et allant “au-delà des différends idéologiques et politiques”, a dit mercredi M. Katz à propos de ce projet. Selon lui, cette initiative “se base sur deux idées: Israël (serait) un pont et la Jordanie un hub régional de transport”.

Il a ajouté que ce projet “soutenu par l’administration américaine” serait profitable à l’Arabie saoudite, à ses voisins du Golfe ainsi qu’à l’économie palestinienne.

“Il permettra de créer, dans la région, une route commerciale supplémentaire plus courte, plus rapide et moins coûteuse qui profiterait aux économies de la Jordanie, des Palestiniens – qui y seront connectés aussi -, (à celles) d’Israël, de l’Arabie saoudite, des pays du Golfe et de l’Irak à l’avenir”, a affirmé M. Katz selon une retranscription de ses propos transmis à l’AFP par son cabinet.

Le déplacement de M. Katz intervient moins de deux semaines après celui du Premier ministre Benjamin Netanyahu, reçu à Oman par le sultan Qabous, une première depuis plus de vingt ans.

- 1. Netanyahu ne cesse de proclamer que les nouvelles réalités régionales, à commencer selon lui par l’expansion de l’influence iranienne, créent une convergence d’intérêts avec les pays arabes.**

Les pays arabes ont historiquement fait du règlement de la question palestinienne la condition d’une normalisation avec Israël. Mais M. Netanyahu et des membres de l’administration Trump défendent une approche inversée dans laquelle ce serait une normalisation avec les pays arabes qui favoriserait la paix avec les Palestiniens.

L’administration Trump, proche alliée du gouvernement Netanyahu, oeuvre ainsi à un rapprochement entre Israël et l’Arabie saoudite, en même temps qu’elle dit préparer une initiative de paix entre Israéliens et Palestiniens.

MOSHE LION CONFIRMÉ COMME MAIRE DE JÉRUSALEM

Times of Israel, 14 nov., 2018

Le dépouillement des votes des soldats, des prisonniers et des patients des hôpitaux de l'armée israélienne pour le second tour des élections municipales à Jérusalem a été compilé, confirmant que Moshe Lion sera le prochain maire de la capitale.

Au lendemain du second tour, Moshe Lion, 57 ans, soutenu notamment par le Shas, parti ultra-orthodoxe dirigé par le ministre de l'Intérieur Aryeh Deri, l'avait emporté avec 51,54 % face à son adversaire Ofer Berkovitch, candidat non religieux qui a récolté 48,46 % des suffrages.

Mais il manquait quelque 9 000 bulletins de vote qui n'avaient pas encore été comptabilisés. Et les résultats annoncés par le ministère de l'Intérieur avaient donné 6 528 voix d'avance à Moshe Lion, laissant peu d'espoirs au camp du laïc Ofer Berkovitch.

Les deux hommes siégeaient déjà au sein du conseil municipal de la ville la plus peuplée d'Israël.

Moshe Lion, expert-comptable, a été brièvement directeur général du bureau du Premier ministre Benjamin Netanyahu en 1997, succédant à Avigdor Liberman, chef du parti ultra-nationaliste Yisrael Beytenu, un des soutiens de M. Lion durant la campagne électorale pour la mairie de Jérusalem.

Moshe Lion a également reçu le soutien du Likud, le parti de M. Netanyahu mais pas de ce dernier, qui a refusé de s'exprimer sur son choix au second tour, après la défaite au premier tour de son candidat, Zeev Elkin, le ministre l'Environnement chargé des affaires de Jérusalem.

Lors de la campagne, Deri, qui était chargé de l'organisation des élections en tant que ministre de l'Intérieur, a proclamé que la campagne de l'adversaire de Moshe Lion était inspirée par « Satan ».

« Tous nos rabbins soutiennent (Moshe Lion) contre un candidat non religieux qui veut continuer à séculariser Jérusalem, notre Ville sainte », avait déclaré Aryeh

Deri.

Après l'annonce des résultats partiels mercredi, Lion a affirmé vouloir travailler à consolider l'unité.

« J'ai l'intention d'être le maire de tous les habitants de Jérusalem, qui qu'ils soient. Ceux qui ont voté pour moi et ceux qui ne l'ont pas fait », a-t-il proclamé.

Berkovitch, à l'avant-garde de la population laïque de la ville avec son parti Hitorerut [réveil], avait refusé d'accepter sa défaite, accusant son adversaire de fraude. « Notre équipe juridique examine les résultats », avait-il dit.

Les ultra-orthodoxes constituent plus d'un tiers de la population de Jérusalem et exercent une grande influence dans la politique de la ville qui a déjà été administrée par un maire ultra-orthodoxe dans le passé.

Le maire est élu séparément des membres du conseil municipal et doit ensuite composer avec les différents partis politiques qui occupent les 31 sièges de conseillers municipaux.

CÉLINE DION S'ASSOCIE AVEC UNE MARQUE DE MODE ISRAËLIENNE

124, Nov. 14, 2018

Céline Dion, vedette internationale, et Iris Adler et Tali Milchberg, designers et cofondateurs de la marque internationale pour enfants nununu, présentent aujourd'hui une nouvelle marque : Célinununu.

Avec cette nouvelle marque, Céline Dion et nununu veulent libérer les enfants des rôles traditionnellement prédestinés aux filles et aux garçons et développent une collection leur permettant de porter ce qu'ils souhaitent, sans associer de sexe au vêtement.

Celinununu croit que la mode pour enfants détermine des rôles dès le plus jeune âge en utilisant toujours des modèles récurrents. La nouvelle marque pour enfants veut libérer filles et garçons de ces rôles, et leur laisser découvrir qui ils sont en faisant preuve de créativité et de flexibilité. Celinununu veut donner confiance aux enfants et leur montrer que tout est possible, tant pour les filles que les garçons.

La première collection de Celinununu comporte 70 articles dans les tailles de 0 à 14 ans. Des pièces de collection unisexes aux formes indémodables, un dictionnaire débordant de symboles et une palette de coloris minimaliste.

Céline Dion et nununu sont convaincues que leur collaboration peut mettre fin aux stéréotypes prescrits dans la mode pour les enfants, et que ces derniers ont le droit de grandir et de devenir qui ils sont vraiment.

La marque de mode internationale a intuitivement choisi de rompre avec les règles présentes dans le monde de la mode pour les enfants et a été vite cataloguée comme la marque bad-ass parmi les marques pour enfants.

Ces dernières années, elle a initié la tendance des collections unisexes simplistes et est rapidement devenue l'exemple par excellence d'un monde de bleu et de rose dans une mode pour enfants qui ne fait pas de différences entre les filles et les garçons.

Nous vous souhaitons Shabbat Shalom!